

Olympiades d'Economie Générale & Statistique 2010	2^{ème} année Sciences Economiques Epreuve de la 1^{ère} étape Samedi : 24 Avril 2010 (9H-12H)
--	---

Corrigé indicatif

Dossier I : Conjoncture et décisions de politique économique

1- **PIB** = (valeur ajoutée du secteur primaire + valeur ajouté non agricole) + Droits et taxes nets des subventions

2- Selon les estimations du HCP, la valeur ajoutée du secteur primaire a augmenté de 26,2 % en 2009.

3- Commentaire de l'évolution du taux de croissance :

Le taux de croissance économique en 2007 est faible (2,7 %). Il est pénalisé par le recul de la valeur ajoutée du secteur primaire de 20% par rapport à 2006. Cette baisse est compensée par l'augmentation de la valeur ajoutée hors agricole de 6,2 %.

L'année 2008 est marquée par l'augmentation de taux de croissance à 5,6 % malgré le recul du taux de croissance de la valeur ajoutée hors agricole à 3,9 %. Ceci s'explique par la hausse de la valeur ajoutée du secteur primaire de 16,6 %.

Selon les estimations du HCP le taux de croissance en 2009 est de 5 % malgré la baisse remarquable de la valeur ajoutée du secteur secondaire de 2,8 % expliquée par les répercussions de la crise économique mondiale (baisse de la demande mondiale adressée au Maroc). Mais la bonne performance de la campagne agricole a amorti les effets de la crise (augmentation de la valeur ajoutée primaire de 26,9 %).

Enfin, et selon les prévisions du HCP, le taux de croissance économique ne volume sera de 4,1 % en diminution d'environ un point en raison du recul prévu de la valeur ajoutée du secteur primaire (- 5,3 %).

Il s'ensuit que taux de croissance économique dépend largement de la performance du secteur primaire.

4- Les caractéristiques de la conjoncture économique de l'année 2008 et 2009 :

*** L'année 2008 est marquée par :**

- Une valeur ajoutée agricole en croissance de 16,6 % par rapport à 2007,
- La baisse du taux de croissance du secteur secondaire (3,9 % contre 6,6 en 2007) et tertiaire (4,1 % contre 6,1 % en 2007). Ainsi les premiers signes de la crise mondiale sont déjà ressentis à partir de l'année 2008.

*** L'année 2009 est marquée par :**

- La bonne performance agricole (taux de croissance du secteur primaire est de 26,2 %)
- Le recul de la valeur ajoutée du secteur secondaire (62,8 %) en raison de la baisse de la demande mondiale adressée au Maroc sous l'effet de la crise.
- Léger recul du taux de croissance du secteur tertiaire (+ 4 % contre 4,1 en 2007 et 6,1 en 2006).

5- Le taux de la réserve obligatoire, en tant qu'instrument de politique monétaire, peut varier en fonction des objectifs des autorités monétaires :

- la baisse du taux de la réserve monétaire permettra de stimuler la distribution des crédits dans une conjoncture marquée par la récession et le chômage.
- l'augmentation du taux réduira la liquidité bancaire et réduit la distribution des crédits et freine donc l'augmentation des prix (inflation).

6- Le débat sur le rôle de la monnaie dans l'économie est très controversé, on peut distinguer deux approches :

- les classiques considèrent que la monnaie est neutre et son utilisation pour stimuler l'activité économique est sans résultat, elle ne peut entraîner qu'une augmentation des prix : Théorie quantitative de l'économie et l'analyse monétariste ;

- Pour les keynésiens la monnaie n'est pas neutre, tant que l'économie est en équilibre de sous-emploi, la monnaie peut exercer une influence sur les grandeurs réelles qui sont la production et le chômage.

La crise financière puis économique de l'année 2008 et 2009 (récession, chômage et déflation) a montré l'importance des décisions de la politique économique de type keynésienne pour relancer l'activité économique. Ainsi, le FED, la BCE, la BAM et autres banques centrales ont décidés plusieurs fois de réduire leur taux directeur pour relancer la distribution des crédits et par conséquent relancer l'investissement et la demande, moteurs de la croissance.

7- Les causes de la sous-liquidité des banques :

- la faible progression des dépôts ;
- le déficit de la balance courante ;
- le recul des transferts des Marocains résidents à l'étranger (MRE) ;
- le déficit de la balance commerciale ;
- l'augmentation progressive des dotations voyages ;
- le repli des recettes voyages ;
- la hausse des rapatriements des dividendes des investisseurs étrangers et/ou des désinvestissements.

8- * La nature du marché : marché des capitaux (marché monétaire)

*** Les caractéristiques :**

- les offreurs : les banques ;
- les demandeurs : l'Etat, les entreprises et les banques ;
- le prix : le taux d'intérêt ;
- l'étendue géographique : il s'agit d'un marché national ;
-

9-

Contexte	Objectif intermédiaire	Objectif final
Sous -liquidité des banques	Le taux d'intérêt	Croissance économique

10- La politique budgétaire de 2010 est qualifiée de relance (expansive, Go, expansionniste, volontariste,...).

11- L'indice élémentaire (indice simple) de l'investissement global de l'Etat en 2010 (base 100 en 2005)

$$I_{2010/2005} = (163/59) \times 100 = 276.$$

Interprétation : l'investissement global de l'Etat a augmenté de 176 % (276 - 100) en 2010 par rapport à 2005.

12- a)

$$a = \frac{\sum x_i y_i - N \bar{x} \bar{y}}{\sum x_i^2 - N \bar{x}^2} = \frac{834 - 6 \times 3,5 \times 33,7}{91 - 6 \times 3,5^2} = \underline{7,2}$$

$$\bar{x} = \frac{1 + 2 + \dots + 6}{6} = 3,5 \qquad \bar{y} = \frac{19 + 22 + \dots + 54}{6} = \underline{33,7}$$

$$b = \bar{y} - a \bar{x} = 33,7 - 7,2 \times 3,5 = \underline{8,5}$$

Donc l'équation de la droite d'ajustement est $y = 7,2 x + 8,5$

b) les dépenses d'investissement du budget général de l'Etat en 2012 :

Puisque le rang de l'année 2012 est de 8

Donc :

$$y = 7,2 \times 8 + 8,5 = \underline{66,1} \text{ Milliards de DH}$$

13- Selon la loi de finances 2010, le déficit budgétaire prévu pour 2010 représentera 4% du PIB.

14- La dette publique en % du PIB a poursuivi une tendance baissière entre 2002 et 2009. Cela s'explique par les efforts de l'Etat pour réduire son endettement en raison de l'amélioration des recettes.

Toutefois, et selon les prévisions de la loi de finances 2010, la dette publique (en % du PIB) va passer de 45,8 % à 47,1 %, soit une augmentation de 1,3 points. Conséquence de l'aggravation du déficit budgétaire qui a passé de - 2,2 % selon les estimations de 2009 à 4% selon la loi de finances 2010.

15-

Décisions de politique économique en 2010	Effets attendus	Risques
Budgétaires : - Hausse de l'investissement public - La baisse de l'IR	- soutenir la croissance : effet multiplicateur de l'investissement public - amélioration de l'infrastructure publique - amélioration du pouvoir d'achat des ménages...	- Aggravation du déficit budgétaire ; - certains investissements peuvent être improductifs ; - Baisse des recettes fiscales,....
Monétaires : - Baisse du taux de la réserve monétaire, - Injections de liquidités par opérations d'appel d'offres	- Réduire ou maintenir le taux d'intérêt à un niveau acceptable ; - relancer la distribution des crédits, - relancer l'investissement et la consommation et par conséquent la croissance et l'emploi.	- Augmentation des prix (inflation) ; - augmentation de la demande entraîne l'augmentation des importations donc déficit commercial,...

16- La synthèse

Introduction :

Accroche : rappel de l'actualité : récession mondiale accompagnée du chômage et déflation, les plans de relance européen et américain pour contourner la crise, la crise de la Grèce, l'augmentation des dépenses d'investissement du budget de l'Etat au Maroc (54 Milliards en 2010), la baisse de l'IR en deux années consécutives,....

Définition des termes du sujet :

- La politique budgétaire : C'est l'ensemble des mesures ayant des conséquences sur les ressources ou les dépenses inscrites au budget de l'Etat et visant directement à agir sur la conjoncture.
- L'activité économique : l'activité économique, telle que mesurée par le PIB, est définie comme étant la production de tous les biens et les services destinés à être commercialisés sur le marché. Autrement dit, la relance de l'activité économique correspond à l'augmentation du PIB, des revenus et la consommation

Problématique : En quoi les décisions d'une politique budgétaire de relance sont-elles en mesure de stimuler la croissance ?

Lancement du plan : 1^{ier} Point : la relance budgétaire est un vecteur de la croissance

2^{ème} point : Les effets pervers d'un déficit budgétaire :

Développement :

I- La relance budgétaire est un vecteur de la croissance :

- Le recul de la demande privée impose l'intervention de l'Etat
- Les politiques keynésiennes ont eu des effets positifs sur la croissance et l'emploi pendant la crise de 1929,
- effet multiplicateur keynésien,

-
- La baisse de l'IR améliore le pouvoir d'achat des ménages et donc la demande,
 - les infrastructures publiques créent une dynamique économique et soutiennent l'investissement privé,
 -

II- et les effets pervers :

- Dégradation des comptes extérieurs en raison de la dynamique interne créée par l'investissement public,
- L'effet de la relance budgétaire dépend des paramètres imprévisibles (propension à consommer, à épargner, préférence nationale, préférence à la liquidité,...), ce qui limite de plus en plus ses effets.
- Effet d'éviction de l'investissement privé quand le financement du déficit budgétaire se fait par emprunt.
- Les anticipations rationnelles réduisent les effets de la politique budgétaire sur la croissance. Ainsi, si le financement se fait par emprunt, les agents anticipent la hausse des impôts pour le futur, ce qui augmente l'épargne. Si le financement est fait par création monétaire, les agents anticipent l'inflation, ce qui augmente l'épargne pour faire face à l'augmentation future des prix.
- Le financement du déficit par emprunt peut entraîner à un cercle vicieux de l'endettement public (effet boule de neige, impasse budgétaire).
-

Conclusion :

La contraction de la production et de l'emploi a imposé aux Etats des plans de relance budgétaire pour relancer l'activité économique et donc l'emploi. La reprise ressentie à partir de 2^{ème} moitié de 2009 approuve l'efficacité des mesures budgétaires.

Toutefois, les déficits budgétaires dépassant le norme mondiale (3% du PIB), la crise de la dette Grecque,... relativisent les résultats de telles décisions.

Faut-il, aujourd'hui, un renouveau du rôle de l'Etat dans l'économie : on a pas besoin de « plus d'Etat » mais de « mieux d'Etat ».

Dossier II : L'ouverture de l'économie marocaine et ses conséquences

1- Les causes du déficit de la balance des paiements :

- aggravation du déficit commercial : les importations augmentent plus vite que les exportations ;
- aggravation de déficit de la balance des transactions courantes (il a passé de 571 MDH en 2007 à 35 936,7 MDH en 2008 ;
- baisse des recettes des MRE (- 3,5 % en 2008 et 5,4 % en 2009) ;
- Recul des IDE (-26.3 % en 2008 et - 27,4 % en 2009) ;
- recul de l'excédent de la balance des voyages (-8,6 % en 2007 et -6,5 % en 2009)....

2- - 4,3 % : les avoirs extérieurs nets ont reculé de 4,3 % en 2^{ème} trimestre 2009 par rapport au 1^{er} trimestre 2009.

3- Le recul des avoirs extérieurs nets s'explique par la dégradation du solde de la balance commerciale, le recul des recettes des MRE, des recettes touristiques, la stagnation des IDE, transferts des bénéfices réalisés par les entreprises étrangères au Maroc,....

Conséquences :

- Ralentissement de la création monétaire ;
- Diminution de réserves de change ce qui risque de revenir à l'endettement extérieur ;
- Sous-liquidité des banques ce qui entraîne des problèmes de financement de l'économie....

4- Principales faiblesses du commerce extérieur marocain :

- Concentration géographique des échanges sur l'Union Européenne ;
- Dépendance de l'extérieur pour les produits stratégiques : pétrole, les biens d'équipement et les produits alimentaires ;

-
- Les exportations sont de plus en plus compromises, avec la montée de la chine et des pays émergents plus compétitifs ;
 - La gamme des produits exportés est peu diversifiée et à faible valeur ajoutée ;
 - Le taux de couverture demeure largement inférieur à 100 % ;
 - La détérioration des termes de l'échange : le Maroc exporte des biens de moins en moins chers ou/et importe des biens de plus en plus chers ;
 - L'ouverture profite beaucoup plus aux importations qu'aux exportations.....

5- Pour réduire son déficit extérieur, le Maroc doit augmenter ses exportations à un rythme plus élevé ; mais en raison de la faiblesse de la compétitivité- prix des exportations en raison de la montée des puissances asiatiques : la chine, la Corée,..., le Maroc se trouve obligé de s'orienter vers le haut de la gamme : qualité, innovation... (Compétitivité hors-prix).

6- Les solutions :

- Diversification des partenaires commerciaux afin de limiter la dépendance vis-à-vis de l'Europe ;
- Diversification et valorisation de la gamme des produits exportés à fin d'améliorer les termes de l'échange ;
- Amélioration de la qualité des produits exportés ;
- L'Etat devrait approfondir sa stratégie sectorielle, renforcer et soutenir le secteur privé, les infrastructures et prévoir des avantages fiscaux en faveur des entreprises exportatrices ;
- Améliorer la diplomatie économique....

7- Le protectionnisme monétaire (dymping monétaire).

8- L'OMC est une instance de régulation du commerce mondial. Elle constitue un cadre pour les négociations commerciales, règle les différends commerciaux entre les pays,

2 principes de l'OMC :

- Un commerce sans discrimination ;
- Libéralisation du commerce progressive et par voie de négociation.

Larbi TAMNINE, agrégé d'Economie et Gestion
larbitamnine@yahoo.fr